

nécessaires, à compter du 1^{er} janvier 1981, nous reviendrons à l'ancien système qui permettait aux Américains qui investissent dans l'industrie pétrolière du Canada d'obtenir plus d'avantages fiscaux que les Canadiens. Si le gouvernement tenait vraiment à ce que l'industrie appartienne aux Canadiens, monsieur l'Orateur, il ne tolérerait pas une telle incertitude et une situation aussi absurde.

Que dire de la politique énergétique du gouvernement? L'énergie devrait être un élément clé de l'expansion économique et de la politique relative à l'investissement. Je n'ai pas encore vu de textes d'un spécialiste, d'un économiste ou d'un groupe d'analystes qui n'en soient pas arrivés à la conclusion que le futur de cette industrie appartient à ceux qui auront de l'énergie. Ce sera à l'avenir la clé du développement industriel. Nous sommes le seul pays parmi les sept grands, parmi les pays de l'OCDE et dans le monde occidental qui ait la possibilité de répondre à ses propres besoins en énergie; nos concurrents risquent de ne pas avoir cette possibilité. Malgré cela, qu'est-ce que le gouvernement fait? Est-il en faveur de l'auto-suffisance ou non? Qui pourrait le dire? Tout dépend du discours qu'on lit et de l'époque de l'année où on le lit. On dit oui dans un discours, non dans un autre, ou encore peut-être dans un autre.

Même quand il dit oui—je pense que c'est sa dernière réponse—le gouvernement ne fait rien pour réaliser cet objectif apparent. Si le pays avait une politique de développement économique cohérente ainsi qu'une stratégie industrielle qui ne se fonde pas sur le retour à la terre—ce serait une stratégie industrielle cohérente s'il décidait que nous devrions retourner à la terre et abandonner le développement industriel, l'industrie manufacturière et le développement de la technologie avancée—qu'il le dise, qu'il la présente à la population du Canada pour voir si c'est ce qu'elle veut. Dans le cas contraire, si sa politique est vraiment ce qu'il prétend, c'est-à-dire favoriser le développement industriel et l'industrie manufacturière, accroître nos échanges commerciaux avec le reste du monde en vue de créer plus d'emplois pour les Canadiens, et amoindrir les disparités régionales, il s'ensuit que l'auto-suffisance en matière d'énergie en constitue manifestement l'élément absolument fondamental.

Le gouvernement ne pourrait rien faire de mieux pour le bien du pays que d'adopter immédiatement la politique du gouvernement Clark: premièrement, l'auto-suffisance en matière d'énergie, deuxièmement, aider les Canadiens qui sont le moins en mesure de s'adapter aux changements qui seront nécessaires et secourir ceux qui auront le plus à en souffrir, et troisièmement, veiller à ce que les avantages de l'activité économique qu'engendreront les efforts déployés en vue d'en arriver à l'auto-suffisance soient répartis équitablement dans tous les pays.

M. Paproksi: J'espère que Bud Olson est à l'écoute.

M. Andre: La science et la technologie sont les clés indispensables à la croissance future du pays. J'ai déjà entendu un excellent discours d'un économiste qui disait que la clé de l'avenir de tout pays du monde est comme un tabouret dont les trois pattes seraient les produits alimentaires, l'énergie, la science et la technologie. Enlevez un de ces pieds, le tabouret bascule et le pays rate le but. Nous n'avons absolument rien fait au niveau de la science et de la technologie...

Développement économique

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais il a épuisé ses 30 minutes. Il pourra poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Andre: Je regrette, monsieur l'Orateur, j'avais cru disposer de 40 minutes. Sinon j'aurais déjà terminé. Mais pour ne pas abuser de la bonne volonté de la Chambre, j'ajouterais simplement qu'au cours de cette journée nous allons développer la question. Mes collègues les députés d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), de Calgary-Sud (M. Thomson), de Scarborough-Est (M. Gilchrist), d'Érié (M. Fretz) et de Halton (M. Jelinek) auront tous, nous l'espérons, la possibilité de développer les questions que j'ai abordées. Nous espérons qu'à la fin de la journée, le gouvernement sera mieux en mesure de savoir dans quelle voie s'orienter.

● (1600)

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, en examinant l'objet de la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui, on est immédiatement frappé par la contradiction évidente qui existe entre les objectifs reliés à l'emploi et le régime fiscal canadien, surtout en ce qui concerne les sociétés. On a en effet l'impression que notre législation fiscale a presque été conçue pour accorder les avantages les plus importants aux secteurs de notre économie les moins susceptibles de créer des emplois.

Par exemple, depuis quelques années, nous accordons les dégrèvements les plus considérables à l'industrie pétrolière et gazière, industrie de capital qui est sans doute celle qui crée le moins d'emplois au Canada par dollar investi. C'est sans doute aussi l'industrie la plus dominée par des intérêts étrangers ou qui l'était, du moins, jusqu'à très, très récemment. En outre, ce sont les grandes sociétés du domaine des ressources naturelles qui jouissent, après l'industrie du pétrole, du plus bas taux d'imposition au Canada. Cela continue ainsi jusqu'à ce que nous arrivions au secteur des industries de fabrication et du commerce de détail, qui fournit le plus grand nombre d'emplois par dollar d'investissement et où le degré de propriété canadienne et locale est le plus fort. Ce secteur est le plus mal servi sur le plan fiscal. C'est celui qui a le taux d'imposition le plus élevé.

Pourquoi? Certes, deux des principaux objectifs de tout gouvernement—et cela vaut même pour le gouvernement actuel et le gouvernement précédent—doivent être de financer le plus économiquement possible la création du plus grand nombre possible d'emplois et de favoriser le contrôle national de l'économie. Je pense que tous les partis pourraient s'entendre sur ces objectifs généraux; cependant, c'est le contraire qui se produit, et il est temps de renverser la vapeur. Non seulement faut-il modifier l'orientation de nos politiques et de nos stratégies fiscales pour favoriser la création d'emplois et le contrôle national de notre économie, mais il faut encore repenser le régime fiscal de façon que les dépenses fiscales du gouvernement ne soient plus cachées mais révélées à la population; que des subventions visibles remplacent les dégrèvements fiscaux occultes, comme les amortissements accélérés et les divers stimulants; et qu'ensuite les bénéficiaires soient tenus de rendre compte de ce qu'ils auront fait de ces subventions.

Autrement dit, il faudrait que le gouvernement et la population puissent exiger d'eux la preuve qu'ils ont utilisé à bon